

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Justice
Département de l'Immobilier de Lyon
Le Britannia C/8 – 20, boulevard Eugène Deruelle – 69432 Lyon Cedex 03

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le chef du Département de l'Immobilier de Lyon

Objet de la consultation

COUR D'APPEL DE LYON
Travaux de réfection des systèmes de sûreté de la Cour d'Appel et du Nouveau Palais de justice de Lyon.

Remise des offres

Date et heure limites de réception :
Vendredi 25 avril 2025 à 13h00

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2-1. Définition de la procédure	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	6
2-5. Possibilité de présenter une offre à un ou plusieurs lots	6
2-6. Variantes.....	6
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles	6
2-8. Délai d'exécution des travaux	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation	6
2-10. Accès à l'ensemble des plans contre attestation de confidentialité.....	7
2-11. Délai de validité des offres.....	7
2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	7
2-13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	7
2-14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	7
2-15. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	7
2-16. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-17. Clauses sociales et environnementales	8
2.18 - Conditions d'accès à la commande publique relatives à la lutte contre le travail illégal, au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et au respect de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	8
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	9
3-1. Documents fournis aux candidats	9
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats	9
3-3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes	14
3-4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	14
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	15
4-1. Sélection des candidatures	15
4-2. Jugement et classement des offres	15
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	16

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18
--	----

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRESENCE DE CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, le ministère de la justice s'est engagé à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations et travaux, objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales ou sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations et travaux. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de réfection des systèmes de sûreté de la Cour d'Appel de Lyon et du Nouveau palais de justice de Lyon, à savoir : contrôle d'accès, vidéo surveillance et anti-intrusion.

Les travaux se dérouleront sur 2 sites distinct (1 site par lot) :

- LOT 01 - Nouveau Palais de Justice de Lyon (NPJ) sis 44, rue Bonnel, 69003 Lyon.
- LOT 02 - Cour d'Appel de Lyon (CA) sis 1, rue du Palais de Justice, 69005 Lyon.
(Monument Historique classé)

La présente consultation concerne uniquement le LOT 02 – « Sûreté Cour d'Appel ».

Ils se dérouleront **en sites occupés avec maintien de l'activité judiciaire, par nature sensible.** Ces sites se caractérisent par l'importance et la sensibilité de leurs activités qui nécessitent une attention particulière de la part de l'ensemble des intervenants. Les contraintes particulières de confidentialité, de réduction des nuisances, de sûreté, de sécurité et de fonctionnement judiciaire seront à prendre en considération pour la réalisation de ces travaux. En outre, d'autres travaux pourront se dérouler pendant la période de réalisation de cette opération, notamment, sur le nouveau palais de justice de Lyon, les travaux de création du Service d'Accueil Unique du Justiciable (SAUJ) et de réfection des réseaux d'eau, et sur la cour d'appel de Lyon, la mise en œuvre de protections sur les box des prévenus détenus.

Les travaux ont lieu dans deux sites urbains denses, avec une forte fréquentation publique et des transports publics proches, des conditions de stationnement particulières et payantes, les prix tiennent compte de ce contexte.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique (CCP). Elle est établie en référence au CCAG travaux version 2021.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après, qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 01	Sureté NPJ
Lot 02	Sureté CA

Les candidats peuvent répondre sur un seul lot ou sur les deux lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique disposant des qualifications professionnelles demandées au 3.1.2 du présent règlement de consultation ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Dans ce cas, elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront pour le compte du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

POUR INFORMATION: il est rappelé aux opérateurs économiques qu'ils ne sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement que sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. La constitution de groupements est interdite s'il apparaît qu'elle visait à réduire artificiellement ou empêcher les offres concurrentes.

Pour un même lot, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de mandataires d'un ou plusieurs groupements,

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par un opérateur qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un

délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose, dans les dix jours, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les candidats sont informés qu'ils seront dans l'obligation de transmettre une copie de leur convention de groupement au Maître d'ouvrage à la suite de la signature du marché.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), CCTP commun et CCTP par lots. Cependant, **si les candidats constatent des incohérences dans les documents de consultation, ils doivent en informer la maîtrise d'ouvrage pendant la consultation ou au titre de leur offre.**

2-5. Possibilité de présenter une offre à un ou plusieurs lots

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Les soumissionnaires répondant pour plusieurs lots devront obligatoirement remplir un acte d'engagement par lot.

2-6. Variantes

Les candidats doivent impérativement répondre à la solution de base.

Les variantes sont autorisées pour les 2 lots, sur les éléments explicitement mentionnés au CCTP.

Désignation des lots	
Lot 01	Sureté NPJ
Lot 02	Sureté CA

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux par lot est fixé dans l'acte d'engagement. Il intègre les contraintes liées au fonctionnement du site judiciaire, ainsi que les contraintes liées au contexte urbain environnant.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Accès à l'ensemble des plans contre attestation de confidentialité

Sans objet.

2-11. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

2-15. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté. Compte tenu de la proximité immédiate des travaux à réaliser avec le domaine public urbain, les conditions de réalisation prendront en considération les prescriptions des services techniques de la ville de Lyon et de la métropole de Lyon.

2-16. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou

exigences fonctionnelles exigées.

2-17. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause d'insertion par l'activité économique :

Le présent marché est soumis à une condition d'exécution sociale, visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés. Les modalités de mise en œuvre sont définies dans le CCAP – Article 11.

S'agissant de la clause environnementale : Tous les déchets feront l'objet d'un tri sélectif sur le lieu du chantier et seront évacués par l'entreprise dans les lieux appropriés à leur prise en charge, voire leur traitement ou leur recyclage. **Lorsque les matériels ou matériaux déposés pourront être réutilisés, soit ils seront entreposés par l'entreprise en charge des travaux, remis en état et réemployés sur site soit il sera fait appel à une association de réemploi.**

L'entreprise détaillera dans son mémoire technique si elle utilise des véhicules 100% électriques ou autres moyens de locomotion à faible émission (vélo-cargo, etc.) pour la mobilité de ses employés. Elle détaillera également la liste de ses employés formés à l'écoconduite.

2.18 - Conditions d'accès à la commande publique relatives à la lutte contre le travail illégal, au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et au respect de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

2.18-1 Lutte contre le travail illégal

Sont exclus de la procédure de passation des marchés les candidats qui ont :

- été sanctionnés pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, pour une durée de trois ans à compter de la date de décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction ;
- fait l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail.

2.18-2 Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés

Sont exclus de la procédure de passation des marchés, les candidats qui ne sont pas en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2.18-3 Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

L'entreprise ne peut soumissionner à un marché :

- en cas d'infraction liée à une méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, prévues par les articles L. 1142-1 et L. 1142-2 du code du travail ;
- si elle a fait l'objet d'une sanction depuis moins de trois ans, pour infraction constituée par toute discrimination ;
- en cas de non-respect de l'obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques à l'appui de l'offre, justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation ;
- le projet d'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes graphiques ;
- Le cahier des charges SSI ;
- La Notice d'Organisation de Chantier ;
- Les grilles de réponse CCTP sous format modifiable ;
- Le listing des terminaux ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
- Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire pour chacun des lots ;
- Le modèle du certificat de visite ;
- L'attestation de confidentialité ;
- Les diagnostics amiante avant travaux et compte-rendu d'exposition au plomb ;
- L'autorisation de travaux pour monument historique (ATMH) avec prescriptions ;

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier (candidatures) :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français. Le Maître d'ouvrage ne fait pas usage de sa faculté d'autoriser les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposeraient de l'aptitude et des capacités requises pour exécuter le marché sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. ;

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

- **Situation juridique - références requises :**

- DC 1 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, téléchargeable à l'adresse internet du Ministère de l'économie) ;
- DC 2 (Déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics) ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire, l'identification, la forme juridique et le numéro d'identification de chaque cotraitant (ou motif de non-indication d'un numéro d'identification) ;
- Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Conformément à l'article R2143-13 du code de la commande publique, les documents et renseignements visés aux articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-11 à R2143-12 du CPP peuvent être mis à disposition du Maître d'ouvrage via un espace de stockage numérique. Les candidats veilleront à ce que les modalités de cette mise à disposition soient clairement explicitées et que l'accès aux éléments soit gratuit, faute de quoi ils ne seront pas pris en compte par le pouvoir adjudicateur.

- **Capacité économique et financière - références requises :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

- **Référence professionnelle et capacité technique - références requises - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Les certificats de qualifications professionnelles de l'entreprise, **y compris pour les entreprises participant au groupement le cas échéant et de ses sous-traitants désignés.** La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- Certificats de qualification professionnelle de type Qualibat ou équivalent.

Lot	Nature	qualification	Effectif	Chiffre d'affaires
Lot 1	Sureté NPJ	MTGI CFMTGI 2 – 3 CF2 – 3 Domaine RC CFMTGI 2 – 3 CF2 – 3 Domaine ST CFMTGI 2 – 3 CF2 – 3 Domaine SU	EFF3	>2,5 M€

Lot 2	Sureté CA	MTGI CFMTGI 2 – 3 CF2 – 3 Domaine RC CFMTGI 2 – 3 CF2 – 3 Domaine ST CFMTGI 2 – 3 CF2 – 3 Domaine SU	EFF2	>2,5 M€
-------	--------------	---	------	---------

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

En cas de sous-traitance, ces preuves doivent être également fournies dès la consultation afin de vérifier la validité de la candidature.

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une liste de 3 références travaux, les plus significatives en lien avec l'objet du marché, exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ou de déclaration sur l'honneur. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

dans un autre sous dossier (offres) :

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** renseigné et signé, à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer de la décomposition du prix global forfaitaire.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire**, à compléter **et dont une version est transmise en format .xls** ;

- Les documents explicatifs / mémoire technique :

Pour chaque offre, l'analyse technique donne lieu à une note sur 100 points, ramenée ensuite sur 60.

A chaque module est affecté un nombre de points lié à l'importance du critère jugé (voir § suivant

pour l'attribution des coefficients).

Pour les groupements, la note moyenne de chaque critère sera prise en compte.

Constitution du Mémoire technique	Description	Nombre de points
Module 1 : Présentation et moyens de l'équipe en charge du projet	<p>Organisation proposée par le candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification du candidat (ou du groupement) et du ou des sous-traitants (ex : migration contrôle d'accès SiPass, migration vidéo Genetec, tirage de câbles, finition en zones classées, etc.) • Effectif dédié au projet, moyens humains proposés pour la réalisation de la prestation, • Organigramme de la structure projet avec explication des rôles • CV et expérience des intervenants présents • Liste et description des matériels proposés 	5
Module 2 : Présentation générale des systèmes	<p>Architecture technique détaillée des installations appliquées au projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Synoptique et architectures détaillées des installations de sûreté proposées (base, option et le cas échéant variante) • Description des systèmes proposés et quantitatifs de matériels • Remplissage précis du questionnaire technique (sous format excel) 	50
Module 3 : Fiches techniques de l'ensemble des systèmes, équipements et câbles	<p>Fiches produit de toutes les fournitures requises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matériels contrôle d'accès et intrusion • Matériels vidéosurveillance 	5
Module 4 : Modes opératoires	<p>Description du mode opératoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudes, • Organisation du chantier • Méthodologie de déploiement, • Intégration architecturale • Basculements, • Autocontrôles, • Réceptions • Maintenance. 	20

Constitution du Mémoire technique	Description	Nombre de points
Module 5 : Planning	Planning détaillé prévisionnel, cohérent avec le délai global : <ul style="list-style-type: none"> • Identification des différentes tâches, • Délais associés 	15
Module 6 : Démarche Développement durable et responsabilité Sociale & Entreprise (RSE)	<ul style="list-style-type: none"> • Politique RSE (démarche sociétale) • Prise en compte des problématiques environnementales, gestion des déchets, écomobilité 	5

Pour chacun des sous critères énoncés ci-dessus, il est attribué aux offres une note selon le barème suivant :

<i>Excellent</i>	<i>100% de la note</i>
<i>Très satisfaisant</i>	<i>87,5% de la note</i>
<i>Satisfaisant</i>	<i>75% de la note</i>
<i>Assez satisfaisant</i>	<i>62,5% de la note</i>
<i>Moyen</i>	<i>50% de la note</i>
<i>Peu satisfaisant</i>	<i>25% de la note</i>
<i>Insatisfaisant</i>	<i>0% de la note</i>

Le Module 4 « mode opératoire » présentera, pour chaque lot, la bonne compréhension des spécificités du chantier, au regard du fonctionnement du site judiciaire accueillant du public et tenant des audiences. Cette note s'attachera à faire ressortir l'organisation des équipes (en incluant les modalités de mise en œuvre de l'insertion sociale demandée), le mode opératoire d'intervention en site occupé, les techniques mises en œuvre pour prendre en compte l'enjeu patrimonial de la Cour d'Appel (lot 02), les installations de chantier nécessaires au bon déroulement de l'opération, les mesures de sécurité du chantier, et de réduction des nuisances.

Dans le Module 5 « planning », les candidats détailleront également leur capacité à augmenter les cadences ou effectifs pour pallier à un éventuel retard (effectifs complémentaires sur une durée déterminée, temps supplémentaire de travail, travail en horaires décalés, ...)

Les candidats indiqueront les délais prévisibles de fourniture des principaux matériels pour réaliser l'opération à compter de la commande effective.

- Les variantes proposées seront établies dans une offre à part, avec Acte d'Engagement particulier et mémoire technique adapté ou modifié.

- Le détail des matériels et matériaux proposés par type d'équipement, ainsi que les mesures prévues pour répondre aux objectifs des CCTP. Pour les matériels particuliers, le candidat explicitera les impacts positifs qu'ils apportent au chantier, en matière de réduction des nuisances, d'amélioration de la production et de limitation de la gêne aux utilisateurs. Pour les matériaux, le candidat indiquera s'ils sont conformes aux prescriptions de la maîtrise d'œuvre, s'ils apportent une performance supérieure à celle demandée, sur un ou plusieurs caractéristiques, s'ils participent à l'amélioration de l'impact sur l'environnement par rapport aux matériaux envisagés dans le cahier des clauses techniques. Le candidat s'attachera à renseigner l'organisation du chantier ainsi que la gestion des déchets. Le candidat intégrera dans son offre, les études particulières de conception attachées à la proposition en variante.

- Le certificat de visite de site.

Il est bienvenu de justifier la capacité de votre entreprise (ou de votre sous-traitant) à intervenir sur un monument historique. Cela peut être justifié par :

Qualibat Monument Historique 4412 ou 4413 :

Capacité d'intervenir dans le domaine de la restauration des sites patrimoniaux remarquables

Ou

l'équivalence :

4393 Restauration des menuiseries des monuments historiques

2192 Restauration maçonnerie des monuments historiques

2194 Restauration pierre de taille et maçonnerie des monuments historiques

- Présentation de 3 références de moins de 3 ans sur travaux équivalents sur monuments historiques.

- Mémoire explicatif des moyens que l'entreprise compte mettre à disposition pour réaliser les travaux et méthode mise en oeuvre, ce mémoire étant spécifique à l'opération. Les documents fournis devront témoigner du savoir-faire et du professionnalisme de l'entreprise.

3-3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet lors de la consultation.

Néanmoins, une fois le titulaire de chaque lot désigné, il devra présenter des échantillons des matériels et matériaux prévus d'être utilisés ou mis en œuvre pendant la période de préparation, au choix du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

3-4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le maître d'ouvrage.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci dans les conditions prévues par l'article R.2144-2 du CCP.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP. Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RPA se réserve la possibilité de mener une négociation des offres. Cette négociation aura lieu lot par lot avec les 4 candidats ayant remis les offres les mieux classées à l'issue de l'analyse des offres initiales. La négociation pourra se tenir de manière écrite par échange de courriel ou sous formes d'entretiens avec compte rendu écrit. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Après classement des offres, base et variantes, conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

Critères d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu du mémoire technique défini à l'article 3.1.2	60 %
Prix des prestations	40 %

Pour le critère « Valeur technique » :

Le système de notation est basé sur l'attribution d'une note sur 60 points. La note est appréciée au regard de la qualité, de la précision et de la pertinence des informations du mémoire technique fourni par le candidat, au regard des exigences du maître d'ouvrage et de la prise en considération des contraintes de fonctionnement des établissements judiciaires.

Pour le critère « Prix des prestations » :

La note attribuée N est une note relative établie selon la formule suivante :

$$N = \frac{\text{Prix min}}{\text{Prix candidat}} \times 40$$

Prix candidat est le prix de l'offre du candidat
Prix min est le prix minimum relevé

Une note globale sur 100 points sera attribuée par addition des 2 notes précitées.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix indiqué à l'acte d'engagement ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

L'offre du candidat sera rejetée si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP dans un délai qui ne pourra pas être supérieur à 10 jours calendaires à compter de la date à laquelle il a été informé du caractère économiquement le plus avantageux de son offre. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le maître d'ouvrage qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents ne seront pas étudiés.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **Surete_CA_NPJ_TVX**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et

de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 12 avril 2018. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

<p>Ministère de la Justice -DIRSG CE/ DI de Lyon M. Blaise VERGNEAUX Immeuble Britannia Allée C étage 8 20 boulevard Eugène Deruelle 69003 Lyon</p> <p>Copie de sauvegarde pour : Marché de travaux de réfection des systèmes de sûreté de la Cour d'Appel et du Nouveau Palais de justice de Lyon.</p> <p>Lot n° :</p> <p>Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :</p> <p>« NE PAS OUVRIR »</p>
--

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées ci-dessus :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **9 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

La visite du site est obligatoire. Un certificat de visite à joindre à l'offre sera à apporter par l'entreprise lors de cette visite.

Pour se rendre sur site, l'entreprise devra s'annoncer au moins 48 heures à l'avance sur les créneaux ci-dessous et transmettre une copie de la carte d'identité des personnes qui effectueront la visite à :

blaise.vergneaux@justice.gouv.fr

Les dates fixées pour les visites sont :

Cour d'Appel de Lyon :

- Mardi 25/03 de 14h à 17h.
- Mercredi 02/04 de 14h à 17h.